

Après le Brexit, l'Irlande sera-t-elle un nouvel El Dorado ?

La sortie du Royaume-Uni de l'UE va impacter l'attractivité du pays pour les français qui voulaient s'y installer pour étudier ou travailler. Ces derniers vont-ils se tourner vers sa voisine, l'Irlande, alors que la pandémie affecte grandement la mobilité?



Publié

il y a 4 mois

le

4 février 2021

Par

[Pierre De Bellegarde](#)



-
-
-
-
-
-

Les déçus du Brexit, ceux pour qui les frontières du Royaume-Uni se referment, la paperasse et les contraintes s'accroissent vont-ils se retourner vers l'Irlande voisine ? Le Royaume-Uni a quitté définitivement l'Union Européenne le 1er janvier 2021. À partir de cette date, il n'y a donc plus de libre circulation à la frontière. Il sera aussi plus difficile pour les citoyens européens de trouver un travail étant donné les [conditions pour obtenir un visa](#). Idem pour les étudiants qui vont devoir payer des frais de scolarité beaucoup plus importants. Pour ces raisons, on s'attend naturellement à une baisse du nombre d'expatriés se rendant en Grande-Bretagne, malgré la très forte attractivité du pays. Avant la pandémie, on estimait à environ 300 000 le nombre de ressortissants français, avec une forte implantation de quelque 300 filiales françaises. Le Royaume-Uni est apprécié des entrepreneurs pour la flexibilité du marché du travail et sa fiscalité intéressante, avec un système dit "à l'anglo-saxonne", mais aussi pour l'excellence de ses universités.

Royaume-Uni en mieux ?

L'[Irlande](#) partage plusieurs points communs avec sa grande sœur, notamment la culture d'entreprise. [Franck Brunet](#), qui dirige une société d'aide à la création d'entreprise en Irlande, insiste sur ces points communs. "On est dans le droit anglo-saxon, donc c'est une architecture très similaire. Il est plus facile [pour les entrepreneurs] de basculer d'un système vers l'autre." Ce dernier observe fréquemment cette tendance des entreprises à transférer leur siège ou leur structure vers l'Irlande, qui n'est du reste pas nouvelle. "Il y a la même facilité à créer une entreprise en Irlande. Des non-résidents anglais qui ont une société en Angleterre basculent en Irlande parce qu'ils veulent rester en Europe. On a beaucoup de dossiers de ce type-là depuis 4 ou 5 ans. Même avant le Brexit, l'incertitude montait et se transformait en signaux faibles à l'avantage de l'Irlande".

Tout comme le Royaume-Uni, l'Irlande veut favoriser l'entreprenariat avec un taux d'impôt sur les sociétés très bas comparé à la France. Cette dernière impose à 28% des revenus contre 19% au Royaume-Uni et 12,5% en Irlande. Monter une société est rapide et peu coûteux. Plus simple aussi, ce qui produit un gain de temps pour les entrepreneurs. "Le temps disponible que vous avez, vous le passez sur le développement de l'activité. Là, il y a encore des points de rentabilité, et une tranquillité. La mentalité est vraiment à l'anglo-saxonne, on vous fiche la paix pour travailler." On accuse souvent l'Irlande de favoriser des stratégies d'évitement fiscal (le "double Irlandais"), ou d'être un paradis fiscal. Pour Franck Brunet, "ce n'est pas vrai. Il y a des impôts, il y a des règles : l'Irlande veut des entrepreneurs qui restent. C'est un pays d'entrepreneurs." De l'autre côté, les incertitudes, la hausse de la TVA et des droits de douane créent une barrière commerciale avec le Royaume-Uni, qui est l'une des conséquences bien prévisibles du Brexit.

Destination anglophone pour étudiants

Les étudiants sont aussi contraints de privilégier l'Irlande au Royaume-Uni. Le pays est anglophone, il est proche, et il est dans la zone euro. Laure, une étudiante qui est partie pour un Erasmus à Dublin à la mi-janvier, a dû trancher. "Je voulais partir dans un pays dont la langue nationale est l'anglais, [...] j'aurais bien choisi l'Angleterre pour l'accent, bien plus compréhensible, mais face aux grandes incertitudes vis-à-vis du

Brexit et du maintien des Erasmus, je me suis rabattue sur l'Irlande." En effet, le Royaume-Uni a décidé de [ne plus participer au programme Erasmus](#), alors qu'il était la troisième destination préférée pour les échanges.

Pour d'autres aussi, s'expatrier en Irlande ne provient pas nécessairement d'une attirance particulière pour le pays. Yohan voulait à la base se rendre au Royaume-Uni pour pouvoir parler couramment anglais. Mais en janvier, le "Brexit officiel, la sortie de l'espace Schengen, le besoin d'un visa pour venir, d'un capital financier, etc., ont fait que j'ai pris mon billet pour l'Irlande". Andreanna, étudiante en médecine, voulait quant à elle partir en Ecosse. "J'ai toujours été attiré par les pays anglo-saxons, et je voulais absolument faire mon diplôme à l'étranger [...] Ca n'était pas mon premier choix, je ne connaissais pas l'Irlande et je m'étais pas vraiment renseignée. Disons que c'était plutôt un choix de secours." Si les allers-retours avec la France ne posent pas de problèmes, cette dernière déplore en revanche un système de santé moins efficace qu'au Royaume-Uni. "L'Irlande est un des pays les plus riches d'Europe à ce jour, mais mal redistribué, le système hospitalier et médical est très en retard et ancien." Etant donné la proximité avec la France, on peut imaginer pouvoir aisément retourner vers l'hexagone pour les soins. Les formalités administratives semblent quant à elles avoir fait pencher la balance pour Laure: "le fait de devoir remplir beaucoup plus de papiers pour partir en Angleterre [m'a finalement] poussé à choisir l'Irlande".

Le virus bloque

L'Irlande tire donc son épingle du jeu car, tout en étant proche géographiquement de la France, elle fait partie de l'UE et sa monnaie est aussi l'euro. Le ministre français des affaires étrangères, [Jean-Yves Le Drian](#), rappelait lui-même cette proximité géographique et des liens d'amitié de longue date avec l'Irlande. Il envisage un rapprochement autant universitaire qu'économique, aussi bien dans les domaines des énergies renouvelables que dans le numérique, domaine dans lequel l'Irlande excelle. Or, dans l'état actuel des choses, on ne peut pas vraiment constater une augmentation de la mobilité française vers l'Irlande, et pour cause : la pandémie a contraint grandement les déplacements.

Pour Hélène Conway Mouret, sénatrice des français à l'étranger, il n'y a pas encore, à l'heure actuelle, de "signe d'arrivée importante de français résident au Royaume-Uni vers la république d'Irlande." Le pays est sous cloche, avec un confinement total. D'après elle, la chambre de Commerce France Irlande (FICC), qui est l'endroit où les entrepreneurs – car c'est le profil des Français qui s'installent en Irlande – s'adressent prioritairement, ne constate pas non plus pour l'heure de tels flux. Margot Slattery, présidente de cette institution, prévoit néanmoins de nombreuses opportunités pour les entrepreneurs français à l'avenir. Elle nous en faisait part lors d'une [interview](#) le mois dernier. De nouvelles liaisons maritimes directes entre la France et l'Irlande ont par exemple été ouvertes. De plus la crise du covid-19 ne semble pas avoir autant affecté l'Irlande que les autres pays de l'Union. Nul doute que le pays deviendra une destination à la mode une fois la pandémie maîtrisée.